L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 6 AOUT 1879. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI 6 AOUT 1879.

Canaux et chemins de navigation.

Les canaux de navigation maritime sont en ce moment à l'ordre du jour et les chemins de fer de navigation aussi. Ces chemins seraient à deux fins: ils pourraient transporter les navires d'une mer à une autre et aussi, nous le croyons, servir d'une manière accélérée au transport des voyageurs qui ne naviguent pas. Qui peut le plus, peut le moins. C'est là une entreprise de grande ambition et il s'agirait aujourd'hui non seulement de construire un chemin de fer de ce genre à travers l'isthme de Darien mais encore d'en construire un second à travers la Floride, du golfe du Mexique à l'océan Atlantique.

Le canal ou le chemin de fer par la Floride, abrégerait considérablement le trajet de la Nlle-Orléans en Europe, et procurerait aux navires un autre avantage très précieux, celui de leur faire éviter un passage difficile et plein de dangers le long des bancs de Bahama, où il y a eu jusqu'à présent des naufrages sans nombre en dépit de la vapeur qui n'a pu protéger assez la navigation ni contre le vent ni contre le courant du Golfe.

Nous n'avons pas besoin de nous étendre sur les conséquences immenses qu'une voie de communication avec l'Océan soit par eau soit par terre, dans le nord de la Floride, serait pour le commerce de notre ville. Cette voie lui assurerait à jamais le transport de tous les grains de l'ouest pour l'Europe. Aucune combinaison des tarifs sur les chemins de fer du nord-est ne pourrait prévaloir et la Nlle-Orléans deviendrait très certainement le port préféré pour l'expédition de ces grains tout aussi bien que pour l'expédition du coton de la Vallée du Mississippi et du Texas.

On se livre avec d'autant plus de plaisir à cette perspective que le monde industriel et financier paraissait ne pas s'en occuper beaucoup. Le canal de la Floride était comme un rêve fugitif auquel on n'attachait nulle importance, et qui s'évanouissait au premier souffle de la réalité. Il n'en sera peut-être pas ainsi cette fois, et le projet paraît être sorti du cercle des conjectures pour prendre place dans les rangs des plus grandes entreprises exécutées par les ingénieurs de ce siècle vraiment progressif. Une société a été formée pour entreprendre ce grand travail, une société française où figure cependant un des hommes que la construction du chemin de fer de Panama a rendus célèbres, M. L. Aspinwal, ce qui nous fait croire que les fonds ne manqueront pas, et qu'une fois commencé le travail ne cessera que lorsqu'il sera accompli. La compagnie est même pressée de se mettre à l'œuvre et ne recherche plus que le consentement de l'Etat de la Floride, consentement qui ne peut se faire attendre longtemps.

Il s'agit, en ce moment, pour la Floride, d'un canal et non d'un chemin de fer maritime, mais ce canal à l'approbation du capt. Eads, qui pense qu'il peut être construit pour 30 millions de piastres, capital que la compagnie compte y consacrer. Si ce capital est souscrit, comme tout nous porte à le croire, le travail sera accompli longtemps avant le canal de Panama où la difficulté des lieux et la rareté des travailleurs acclimatés feront de l'entreprise de M. de Lesseps une des plus rudes qu'on puisse concevoir.

Ce rapprochement nous amène à dire quelques mots du projet tout nouveau dans le monde de faire rouler des navires chargés sur des chemins de fer et de commencer l'expérience par le percement de l'Isthme de Darien où des rails remplaceraient la ligne d'eau marine de M. de Lesseps. C'est là une idée comme il y en a tant, et si elle n'était pas sortie du cerveau du capitaine Eads, probablement on n'y ferait pas attention. Mais le nom de l'ingénieur lui donne une importance respectable. Il n'est donc pas hors de propos d'enregistrer le projet comme une chose réalisable et possible.

Mais s'il en est ainsi, pourquoi n'établirait-on pas le chemin à Tehuantepec même, où il a été déjà question de construire un chemin de fer ordinaire, et pour lequel un droit de passage a été concédé par le Congrès mexicain sous Juarez, droit qui n'a jamais été révoqué depuis? La voie ferrée serait de beaucoup plus longue, il est vrai, que par l'isthme de Darien, mais elle serait de beaucoup moins difficile et les travailleurs acclimatés n'y manqueraient jamais. Les frais aussi seraient moindres, car les constructeurs y recevraient avec rapidité toutes les machines dont ils auraient besoin, machines qui devraient nécessairement venir des Etats-Unis, les Etats-Unis étant comme les voisins immédiats du Guazalcoalcos, point d'ouverture de la voie du côté du Golfe. Mais cette question à régler est facile, et le Capt. Eads lui-même, si le projet était mis à exécution, serait le premier à choisir la ligne la plus favorable aux intérêts américains, à moins d'obstacles inconnus jusqu'ici.

Mais il y an autre point qui ne se réglerait pas si vite, c'est l'affaire d'argent. Malgré la réputation du capt. Eads, il n'est pas sûr que les capitaux s'offriraient en abondance suffisante pour l'exécution d'une entreprise entièrement nouvelle et sans précédent. On comprend parfaitement la possibilité d'un canal de navigation maritime parce qu'on en a vu le succès soit en petit soit en grand, mais on peut douter du succès d'une entreprise où il s'agirait de faire rouler sur des rails un poids de cinq ou six millions de livres, circonscrit dans un espace de 300 ou 350 pieds de long sur 30, 40 ou 50 pieds de large.

Un poids semblable écrase, et la construction des ponts seulement, en état de résister à ces énormes masses, coûterait d'immenses sommes d'argent. Mais en admettant que cela fut possible, trouverait-on ces sommes dans les Etats-Unis, car pour affaires de ce genre, entièrement américaines et aventurées, il ne faudrait pas compter sur des capitaux européens. Les Etats-Unis ont exécuté le plus grand chemin de fer du monde, oui, mais le chemin de fer de la Californie a emporté tant d'argent, il a fallu concéder tant de terres et avoir recours pour le construire à des moyens coupressionnels si indignes et si en dehors des voies ordinaires et honorables de l'industrie, que le projet, bien qu'achevé, a épuisé d'un seul coup toutes ces ressources illicites et tué tout à la fois la confiance du peuple américain.

Si le capitaine Eads inspirait à ce peuple la même confiance que M. de Lesseps inspire aux capitalistes européens, l'affaire du chemin de navigation qu'il a projeté, serait dans les choses possibles, mais, après tant d'échecs soit monétaires soit industriels, on ne voit pas pourquoi aux Etats-Unis qu'une répugnance prononcée pour les entreprises nécessitant l'existence de grands capitaux. Loin de nous, l'intention de vouloir jeter des doutes sur le génie et la bonne foi du capitaine Eads, son projet devrait sont brillants et honorables et n'ont pas besoin de notre sanction pour être appréciés ce qu'ils valent et ils ont une grande valeur, mais en fin de compte, le capitaine Eads n'a encore remué que quelques millions quand M. de Lesseps a remué les millions par centaines. Cela fait une différence dans l'esprit des capitalistes.

Du reste, les faits sont là à l'appui de notre thèse. On ne fait plus aujourd'hui aux Etats-Unis que des entreprises particulières et de moyenne importance, c'est-à-dire des entreprises demandant peu de capitaux. Ceux qui les font les payent eux-mêmes sans s'adresser au crédit public. Nous pouvons citer dans notre Etat l'extension du chemin de fer de Morgan, qui s'exécute avec les ressources d'une compagnie entièrement privée, sans les secours de l'Etat ni d'aucune municipalité quelconque. Nous pouvons citer aussi les opérations particulières de M. Vanderbilt qui paye à lui tout seul ce qu'il entreprend. Mais qu'avons-nous trouvé pour le chemin du Pacifique et Texas, autrement dit le chemin de fer de la Nouvelle-Orléans à Shreveport et à Marshall? Nous avons trouvé en tout $300,000 ou $400,000, ce qui n'est pas la douzième partie de ce qu'il aurait fallu pour construire ce chemin.

D'autre part, bien qu'il y ait un bon nombre de très grands capitalistes en Amérique, ces capitalistes sont pour ainsi dire isolés, en ce sens que le peuple en général n'a pas de capitaux. Ses mœurs ne sont pas économiques. Ce qu'il possède d'argent fait toujours besoin à son usage commercial et industriel; il ne laisse jamais dormir cet argent et l'emploie constamment à l'agrandissement de ses affaires. Il ne pourrait donc souscrire à des entreprises gigantesques comme celles de construire un chemin de navigation dans l'Amérique Centrale. En Europe, c'est bien différent. On y travaille et on économise, et des millions de petites bourses peuvent contribuer à l'exécution des plus coûteux projets. On en a eu la preuve dans l'affaire de Suez et on en aura une seconde preuve dans l'affaire du canal de Panama. C'est pour cela que nous avons foi dans l'œuvre de M. de Lesseps.

Louisiane.

Le Courrier des Opelousas relate un nouvel assassinat. Le 27 juillet un jeune français nommé Edouard ou Ernest Duval a été tué sur la grande route à trois milles au-dessus de Washington, d'un coup de feu à la tête. On a arrêté deux hommes de couleur sur lesquels les soupçons se sont portés. On ignore les motifs du meurtre. Duval était venu dans la paroisse pour chercher du travail.

Les pluies n'ont été que partielles dans la paroisse St. Landry. Le maïs ne rendra que 50 pour cent et le coton deux tiers du rendement ordinaire. La récolte de riz a manqué et les patates douces ne promettent pas.

On lit dans le *Méridional* :

Le coton ouvre, et pas de chenilles. La canne pousse sans herbe. Le maïs malgré la sécheresse du mois dernier a repris un peu de vigueur. Il y aura une moyenne récolte.

Le Marksville *Bulletin* dit que les temps sont durs dans la paroisse Avoyelles. Le recorder de la paroisse a enregistré 400 contracts couvrant des avances dont le montant est évalué à $50,000. En ajoutant à cela les avances plus considérables faites de la Nouvelle Orléans aux grands planteurs, on a un chiffre de dettes fort élevé, et notre confrère demande comment les cultivateurs peuvent tenir à un pareil système.

La récolte de coton a bonne mine et les grabots s'ouvrent vite. Pas de chenilles.

Les papabots ont fait leur apparition.

ENCORE UN DÉPART.—Il semblerait que l'ère de la prospérité veut renaître, si l'on en juge par le nombre de grands commerçants qui quittent notre ville pour se rendre dans les grands districts manufacturiers du Nord et de l'Est.

Au nombre de ces départs importants nous prenons plaisir à citer celui de M. Arthur Durieu, l'actif propriétaire de l'Etoile Rouge; il se rend dans les manufactures afin de faire améliorer encore les genres de chaussures qui ont rendu son établissement si populaire dans tout le Sud. Il est certain que nous aurons des souliers, cet automne, qui pourront rivaliser d'élégance avec les plus belles chaussures du monde. Monsieur Durieu nous tiendra au courant de toutes les nouveautés qu'il fera confectionner et nous nous ferons un plaisir d'en faire part à nos lecteurs.

VAINES FUREURS.—La déclaration de M. de Lesseps, que le gouvernement américain n'est pas contraire à ses plans, a particulièrement le don d'irriter les journaux en général, et le *World* en particulier, suivant qui l'administration est d'avis que, nonobstant le traité Clayton-Bulwer, les Etats-Unis ont le droit et le devoir d'empêcher "la construction d'un canal par une compagnie quelconque, dans des conditions telles que les Etats-Unis n'en puissent pas prendre la direction complète à quelque époque que cela puisse devenir nécessaire."

L'*Evening Post* est encore plus péremptoire; il va jusqu'à la menace et perd un peu le sang-froid qui convient à un jour nal réputé sérieux.

Loin, dit-il, qu'il soit probable que le gouvernement des Etats-Unis approuve le projet du canal de Panama, il y a au contraire fortement lieu de penser que ce gouvernement interposera des objections positives et impératives à sa construction. M. de Lesseps et ses amis ont été très mal avisés en tenant pour constant qu'il leur sera permis de poursuivre l'exécution de leur projet sans le consentement du gouvernement et du peuple américain ; et la conséquence à peu près certaine sera que M. de Lesseps et ses amis seront forcés de faire une retraite humiliante, sinon honteuse.

Il n'est pas nécessaire de mettre en ce moment la doctrine Monroe de la partie. S'il n'y avait pas de doctrine Monroe, nous croirions une doctrine pour la circonstance..... L'Europe sait parfaitement, et personne en Europe ne doit mieux savoir que M. de Lesseps, que les Etats-Unis sont pratiquement la seule puissance avec laquelle les auteurs d'un grand ouvrage à exécuter dans l'Amérique centrale doivent avoir nécessairement à traiter. Mais si l'intention est de méconnaître ce fait et de tenter d'agir comme s'il n'existait pas, son existence et son importance seront affirmées en temps et lieu d'une manière telle qu'il n'y aura pas à s'y tromper.

Nous ferons observer simplement que ces suggestions susceptibilités sont venues bien vite, et qu'il n'était question de rien de tout cela jusqu'au moment où s'est produite une déception irritée que rien ne faisait pressentir. Avant le congrès il n'était nullement question de suprématie américaine, ni d'aucune de ces prétentions de haute politique dont on fait tant de bruit aujourd'hui. M. Wyse, dans ses différents voyages en Amérique, était accueilli avec une cordialité de bon aloi ; il était dans les meilleurs rapports avec les ingénieurs, avec les hommes politiques, avec les journalistes américains, à qui il communiquait ses plans, et dont il avait l'approbation sans réserve. Il ne faisait mystère ni de ses études, ni de son traité, ni de son contrat avec le gouvernement de Colombie, ni de l'organisation au nom de laquelle il agissait. Les journaux ont publié avec complaisance le compte rendu des entrevues de leurs reporters avec lui, et ni M. Hayes, ni M. Hyatt, ni personne ne lui a fait, personnellement ou publiquement, aucune observation d'où il pût inférer qu'après avoir traité avec le gouvernement de Colombie, il dût traiter avec le gouvernement des Etats-Unis.

—On écrit d'Estevan à l'*Indépendant* :

Un accident mortel a été causé par une balle, le samedi 12 juillet.

Un enfant de huit ans, nommé Nollet, immédiatement après son repas, a été placé dans le berge par une vieille qui s'était immédiate dans sa berche. La fatigue ajoutée à la douleur a tellement révolutionné l'enfant, qu'il a succombé peu de temps après. Un médecin, appelé immédiatement arrivé, n'a pu que constater la décès, causé, dit-il, par la lésion du mangar qui affaiblit par digéré, et qui avait détruit l'enfant.

LES EVÉNEMENTS DE PORT-AU-PRINCE.

On nous écrit de Port-au-Prince le 16 juillet :

Les événements se précipitent. Tout le pays est à la République ou en armes et ses années s'avancent sur Port-au-Prince. Lédenest et nationaux du nord se sont mis d'accord pour renverser Boisrond-Canal qui va expier par l'exil la faute d'avoir trahi le parti libéral auquel il avait appartenu toute sa vie, en se jetant dans le parti naturel qui l'entraîne à sa chute, et le crime d'avoir incendié sa capitale.

Le général Canal jeune, frère du président, qui a essayé de combattre à la tête de quelques hommes levés à la hâte et par force, est rentré à Port-au-Prince, vaincu et blessé.

La ville est morne; les magasins sont fermés ; les jeunes gens se cachent pour éviter la réquisition forcée que le commandant de place a voulu faire en menaçant de "passer par les armes" tous ceux qui dans un délai de deux heures ne se rendraient pas au bureau de la place et seraient réfractaires à s'y rendre. Cette mesure a mis la comble à l'indignation, même parmi les amis personnels du président.

Nous allons probablement assister à ce spectacle singulier, mais non nouveau à Haïti, de voir les consulats abandonnés par les vaincus d'hier et remplis par les vainqueurs d'aujourd'hui. C'est ainsi que cela se passe régulièrement à chaque révolution.

Que sortira-t-il de celle-ci? On ne peut encore rien prononcer avec certitude.

Je terminais ma dernière lettre en émettant le vœu que la nation haïtienne s'appliquât le seul remède qui convient à sa situation ; ce remède ce serait, sans perdre de son autonomie politique, de se placer sous le protectorat effectif des trois grandes puissances qui ont des intérêts considérables engagés dans ce pays : l'Angleterre, les Etats-Unis et la France.

Hors de là, et quoi que l'on fasse, il n'y a pas de salut pour ce pays, cependant si digne d'intérêt. Un noyau d'hommes bien pensants admettent très volontiers cette combinaison et il serait à souhaiter que cette idée eût de l'écho à Washington, à Londres et à Paris.

Port-au-Prince, 18 juillet.

Le *Claribel* ayant prolongé son séjour jusqu'à ce soir, j'ai l'occasion de vous continuer ma correspondance du 16.

Boisrond-Canal a donné hier sa démission et s'est embarqué, avec madame Boisrond-Canal et deux de ses ministres, à bord du steamer de la Compagnie transatlantique *Ubérade*, à destination de St-Thomas ; il pourrira probablement son voyage jusqu'en France.

L'embarquement a eu lieu à 5 heures du soir, en plein jour par conséquent, et au milieu d'un grand concours de population, plutôt sympathique, on apparence, qu'hostile. On a tenu surtout à garantir la vie et l'ex-président.

Boisrond-Canal était à la tête, entouré de nationaux et de libéraux qui ne voulaient pas laisser se renouveler les incidents qui ont accompagné en 1876 la sortie du palais de Domingue et de Septimus, frappés, au bras des conseils, le premier gravement, le second mortellement. Des mesures ont été prises immédiatement pour le maintien de l'ordre, qui n'a pas été troublé. Les libéraux réfugiés dans les consulats et à bord d'un navire de guerre anglais, sont sortis immédiatement, à l'exception de MM. Boyer-Bazelais et Edmond Paul, toujours à bord du navire de guerre.

Un comité d'ordre public a été formé; il est composé de 11 nationaux et de 11 libéraux, pris parmi les chefs des deux partis : l'entente paraît se faire entre eux, mais cette entente n'est qu'extérieure qu'apparente; les nationaux sont cantonnés en armes au palais de la présidence, et les libéraux, également en armes, sont massés autour du ministère de la guerre. Les deux partis s'observent réciproquement, et cette trêve armée n'a rien de rassurant; il suffirait d'un coup de fusil imprudemment tiré pour amener une collision. Le général Duperval, investi, par décret de Boisrond-Canal, commandant supérieur de toute la force armée, maintient l'ordre avec l'aide de quelques hommes.

Il vient d'entrer 200 hommes environ, venant du Sud, qui avaient été requis par Boisrond-Canal et qui aideront à maintenir l'ordre.

On pense que le comité ne pourra rien faire avant l'arrivée de l'armée venant du Nord, et comme avant-hier, on ne peut encore rien prévoir de l'issue des événements; le dénouement peut être pacifique, comme il peut être sanglant. Dans la première hypothèse, il faut deux mois au moins avant l'installation d'un gouvernement régulier. K.

—On nous écrit de Saint-Pierre (Martinique) que la Compagnie générale Transatlantique, désireuse de placer sa clientèle dans les meilleures conditions, au point de vue de l'expédition et du placement des marchandises, est disposée à prêter son concours à la création d'une banque spéciale destinée à favoriser par le bon appareil des opérations faites dans les pays d'outre-mer. Cette banque prendrait le nom de *Banque Transatlantique*. Ses opérations consisteraient principalement : en avance sur récoltes; en avances sur connaissements; en placements de fonds et toutes autres opérations de banques.

La compagnie désire savoir comment serait accueillie cette création à la Martinique, et, dans ce but, elle vient, par un avis publié dans les journaux de la colonie, d'inviter les intéressés à lui faire parvenir leurs appréciations par l'intermédiaire de ses agents à Fort-de-France et à Saint-Pierre.

—On sait que le général Bourbaki a rendu visite, vendredi, au Président de la République.

La *Paix* écrit, à ce sujet :

"Nous pouvons ajouter que le général a été reçu à trois heures, et qu'il est resté, pendant vingt minutes environ, avec M. le Président de la République.

"Que s'est-il passé, pendant ces vingt minutes d'entretien ? Si nos informations sont exactes, M. le général Bourbaki a voulu assurer M. le Président de la République de son dévouement à l'ordre de choses actuel.

"Du reste, il ne cache pas, aujourd'hui que, si ses sentiments respectueux pour l'ex-impératrice sont toujours les mêmes, il est désormais hostile à toute idée de restauration impériale, surtout depuis qu'il est question du prince Jérôme comme prétendant.

"Nous croyons savoir, aussi, que M. le général Bourbaki reconnaît qu'il lui est impossible de demander un commandement dans les circonstances actuelles; mais il a tenu à dire, à M. le Président de la République, lui-même, qu'il était prêt à reprendre un service le jour où le gouvernement le jugerait bon.

"Tels sont, croyons-nous, les sentiments que le général ne cherche pas à dissimuler."

Londres, 12 juillet.—L'impératrice a pu ce matin se rendre à la Chapelle et prier près du cercueil de son fils, mais l'émotion a été trop forte. Jusqu'à ce jour elle n'a reçu personne en dehors de la maison mêmé.

L'Impératrice, les jambes enveloppées dans une couverture, passe ses journées en prières, assise sur un fauteuil pliant dans sa petite chambre hermétiquement close.

On a reçu à Camden le portrait du prince mort, fait par le colonel Cranbrook, ainsi que la photographie colorée exécutée par les frères Elliott, photographes à Natal.

La princesse de Galles a fait remettre à l'Impératrice une petite miniature du Prince Impérial merveilleusement enfermée dans un cercle. Sa Majesté en était si touchée, qu'elle l'envoyait montrer par Mme Lobojesa aux trois intimes admises à Chislehurst.

Il y a trois jours que l'Impératrice a reçu la lettre écrite par le Prince, le 1er juin, au moment de monter à cheval; lettre dont a parlé le correspondant du *Times* au Cap. Elle est écrite sur quelques feuilles arrachées du calepin de poche du Prince.

La statue du Prince sera placée dans Westminster-Abbey. Le général Simmons doit aujourd'hui à Camden-Place pour régler les dispositions et faire fournir au sculpteur quelques éléments pour le plus exacte ressemblance.

Westminster-Abbey, ce, on le sait, le Panthéon de l'Angleterre, le prince du Prince sera élevé, à peu de distance de l'emplacement où seront des tombeaux de Gambetta.

LE JURY D'HONNEUR DE LA LANTERNE. —Voici le texte de la décision signifiée à M. Christophle et à M. Mayer par le jury d'honneur nommé pour examiner cette affaire :

"Le jury d'honneur, composé de MM. Ferry, Lisbonne et Barne, sénateurs; Louis Blanc, Bernard-Lavergne, Philippoteaux et Allain-Targé, députés,

"Après avoir entendu MM. Christophle et Mayer, séparément d'abord, et ensuite contradictoirement, dans ses séances du 10, du 12, du 14 et du 17 juillet; après avoir entendu les témoins, et pris connaissance des pièces du dossier, dans l'audience du 16 et du 20 juillet, et après en avoir délibéré,

"Déclare :

"1° Qu'il ne résulte ni des explications des parties, ni des faits, qu'il y ait eu achat par le Crédit foncier d'un livre, publié, contre cet établissement, par le rédacteur ou le gérant de la *Réforme financière* ;

2° "Mais qu'il résulte des faits que les 25,000 fr. que M. Mayer reconnaît avoir reçus de M. le baron de Soubeyran, au commencement de l'année 1877, ont été payés, non par un syndicat financier et pour frais de publicité de la *Réforme financière* dans les affaires égyptiennes, mais pour une cause qui lacelle M. Mayer n'a pas donné une explication satisfaisante;

3° "Que les écrivains politiques qui forment la rédaction de la *Lanterne*, depuis que ce journal a été acquis par M. Mayer, reçoivent un traitement fixe, sans responsabilité d'une opération financière et de faits auxquels ils sont demeurés étrangers, ces faits, d'ailleurs n'étant passés plusieurs mois avant l'acquisition de la *Lanterne*;

4° "Le jury constate que le payement de 25,000 fr. fait à M. Mayer au commencement de 1877, est établi par deux reçus de sa main, l'un de 15,000 et l'autre de 10,000 fr., écrits sur la même feuille et ainsi libellés.

"Reçu la somme de 10,000 et 15,000 " fr. pour mon concours dans la publi- " cité faite par le Crédit foncier."

Les dates des deux reçus ont été surchargées et altérées antérieurement au 11 septembre 1877. Le payement se retrouve, à cette date, dans les écritures du Crédit foncier, parmi les dépenses faites pour l'émission des obligations foncières autorisées par décret du mois de juillet 1877.

" Le jury est convaincu que les altérations et les surcharges des deux dates, quoiqu'elles puissent venir d'une main intéressée, ne sont imputables ni à M. Christophle, qui n'était pas au Crédit foncier en septembre 1877, ni à M. Mayer, qui a dû ignorer ces falsifications.

" Le jury rend pleine justice au sentiment qui a inspiré M. Christophle lorsqu'il est monté à la tribune de la Chambre des députés, dans la séance du 1er juillet 1879.

"Délibéré à Paris, le 20 juillet 1879.

Signé : FERRY, LOUIS BLANC, LESBONNE, PHILIPPOTEAUX, BERNARD LAVERGNE, BARNE, ALLAIN-TARGÉ.

LE DÉFICIT DANS LES ETATS SECONDAIRES D'ALLEMAGNE.—Les *Gazettes de l'Ost* contient des détails très intéressants sur la situation financière des Etats secondaires de l'Allemagne.

Ce journal prouve que tous ces Etats, qui, avant l'établissement de l'empire, soldaient leur budget annuel en balance, quelques uns même avec un excédant plus ou moins considérable, sont aujourd'hui en déficit.

Ce déficit se monte, pour la Bavière, à la somme de 12 millions 1/2 de marks pour 1878-1879, et atteindra 25,536,185 marks pour le budget 1880-1881, sans qu'il soit possible de songer à une économie quelconque. Bien plus, la réorganisation judiciaire augmentera encore les charges de l'Etat.

Pour la Saxe, le déficit comporte 5 millions de marks, avec cette aggravation que les recettes des chemins de fer vont en diminuant de jour en jour depuis deux ans, et que le nouveau tarif des chemins de fer n'est pas de nature à relever le produit kilométrique qui était, en 1876, de 14,370 marks et qui est tombé à 11,195 marks dans le dernier exercice.

Le Wurtemberg avait, depuis 1819, des budgets qui se soldaient par des excédants de recettes. L'Etat avait même pu créer un fonds de réserve. En 1871, la période du déficit commença; en 1880 le fonds de réserve sera épuisé, et, malgré l'augmentation de l'impôt foncier et des patentes, le déficit annuel dépassera 3 millions de marks.

Dans le grand-duché de Bade, le déficit, pour l'exercice 1878-79, se monte à 6 millions 314,543 marks, et on prévoit qu'en 1880-81, il atteindra, encore malgré de nouvelles taxes, 3,900,000 marks.

La Hesse a pu conserver l'équilibre de son budget, grâce à l'impôt direct qui est de 9 marks par tête. Mais, là aussi, on prévoit un déficit, dès l'année prochaine, et les besoins du Trésor ne font qu'augmenter.

—On vient de dévaliser le trésor du souverain du Maroc, que l'on garde à Mequinez (Fez). Dans ce trésor, qui est caché dans des chambres souterraines que ferment des portes en fer, munies de plusieurs centaines de serrures, figurent de magnifiques pierreries ayant appartenu au sultan Edris II, le fondateur de Fez, et entre autres curiosités, l'épée ornée de diamants du roi Ferdinand-le-Catholique. On y admire aussi les nombreux joyaux des rois maures d'Espagne.

Il y a quelque temps, le sultan Sidi-Muley-Hassan, qui souffre actuellement de la goutte, charges de la surveillance du trésor impérial un de ses frères, le prince Muley-Abbas, qui confia les clefs au gouverneur de Fez. Dans les premiers jours de juin, l'empereur du Maroc recevait en présent d'un de ses vassaux, un superbe rouvoir enrichi de pierres précieuses. Il le fit déposer dans une des chambres du palais de Mequinez.

A peine les officiers étaient-ils entrés qu'ils s'apperçurent que les coffres avaient été fracturés. Le contenu en avait disparu. C'étaient les joyaux des rois maures qui avaient été volés. Plusieurs arrestations ont eu lieu au palais même de l'empereur du Maroc, qui a promis une récompense de 200,000 fr. à la personne qui fera découvrir les voleurs.

DU BOSPHORE A L'EUPHRATE. — La construction d'une voie ferrée d'un point quelconque du Bosphore ou de l'Archipel, se dirigeant vers les eaux navigables de l'Euphrate, est aujourd'hui l'objet de sérieuses coprédilections de la part d'un capitalistes anglais. La ligne passera près de l'angle nord-est de la Méditerranée, et il est proposé de lui faire atteindre cette mer à un point convenable, soit à Péras, soit à Alexandrie, de façon à établir une communication directe entre la ligne et ces mers. L'exécution de ce projet deviendrait d'une nécessité absolue, aujourd'hui que l'île de Chypre occupe une position importante dans cette région. S'il est nécessaire, un construirait également un port artificiel au point où la ligne touchera le mer.

—On lit dans la *République française* :

Lundi dernier, c'est établi à Montbrison M. Chayassieu, père du Chayassieu député de ce nom.

M. Chayassieu avait fait partie de l'Assemblée constituante de 1848. C'était un des vétérans du parti républicain dans le département de la Loire. Mort à quatre-vingt-quatorze ans, il n'a jamais manqué à ses opinions premières, et il a quitté ce monde entouré de l'estime générale de ses concitoyens.

—On télégraphie d'Alexandrie (Italie), le 17 juillet :

Hier soir, le capitaine Depoda, du 11e régiment d'infanterie, pris d'un accès de folie furieuse, a tué le général Fumel à coups de revolver.

On télégraphie d'Alexandrie, le 17 juillet, soir :

Le capitaine Depoda s'est suicidé ce matin.

Wilmington, Texas.—Cet impossible est dû à la [illegible] de la [illegible] de [illegible] de [illegible] de